

Francophonie : Raffarin voudrait une « place particulière » pour le Liban au Forum linguistique de 2012

Interview La communication n'a pas de secret pour Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre français, aujourd'hui vice-président du Sénat et représentant personnel de Nicolas Sarkozy auprès de l'Organisation internationale de la francophonie. Contrairement à nombre de ses pairs de la classe politique française, il a fait l'essentiel de sa carrière dans le privé, un atout non négligeable pour cet homme dont les idées s'expriment clairement sans les contours laborieux de l'habituelle langue de bois.

Propos recueillis par Gaby NASR

D'emblée, Jean-Pierre Raffarin a voulu mettre les choses au clair. À la question de savoir s'il y avait matière à confusion entre la francophonie et la politique extérieure de la France, une idée qui a parfois cours chez une partie de la classe politique au Liban, l'ancien Premier ministre a souligné que la francophonie appartient à de nombreuses nations, mettant en exergue « le beau mot de » français en partage « qui en fait une langue plurinationale, portant toute la diversité culturelle ».

« Je pense qu'on ne peut pas réduire la France au français, ni le français à la France », a-t-il aussitôt ajouté, insistant sur la stratégie multilatérale de la francophonie.

Interrogé sur le recul notable de l'usage du français au profit d'un anglais minimaliste, puisé essentiellement à partir des nouvelles technologies et des séries américaines, il a évidemment confirmé une certaine baisse de la qualité du français, mais il a fait valoir que cette question préoccupait également la France où il était nécessaire d'exercer une vigilance sur la qualité de la langue, « d'abord pour nous-mêmes, et dans d'autres pays où nous restons mobilisés face à ce recul ».

Jean-Pierre Raffarin a en outre reconnu la « faiblesse de l'offre de français » en matière de télévision gratuite à destination du Liban et du Moyen-Orient en général. « Nous n'avons pas été aussi actifs sur le terrain des nouvelles technologies que

sur celui de l'éducation », a-t-il admis. Il a cependant ajouté que ce sujet a été évoqué avec son homologue libanais, Khalil Karam, et fait partie de ce qu'il a qualifié les « espaces de progrès ».

Pour ce qui est du pacte linguistique signé par le Liban à Montreux, l'ancien Premier ministre a assuré qu'il se mettait bien en place. « À Montreux, nous avons pris l'initiative de valoriser la communauté mondiale francophone et d'organiser en 2012 un grand Forum du français. Un rendez-vous à la fois culturel et linguistique auquel participeront professeurs, forces créatives et autres spécialistes. Nous souhaitons que le Liban ait une place particulière à ce forum. » Ainsi, a-t-il insisté, le pacte linguistique reste le socle, le « cœur de métier », de l'OIF.

Intransigeance francophone

Depuis qu'il exerce les fonctions de « sherpa » de Nicolas Sarkozy auprès de l'OIF, Jean-Pierre Raffarin a vite imprimé sa marque. Connu pour son intransigeance francophone dans les instances internationales, il ne ménage pas ses critiques à l'égard de certains diplomates français « qui ont tendance à oublier leurs origines malgré qu'ils aient été élus avec des voix francophones ». Des volets de bois de vert partis un peu dans toutes les directions : à New York, à Bruxelles, au FMI, à l'OMC... pour rappeler à l'ordre les représentants de son pays et les presser, « lorsque la langue de travail est le français, d'utiliser cette langue dans leurs interven-

tions ». Une démarche dans laquelle il a trouvé des alliés, notamment de la part du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a donné à la France quelques signes de satisfaction, « d'abord en améliorant son français, ce qu'on a pu constater quand, au sommet de l'Organisation de l'union africaine (OUA) à Addis Abeba, les entretiens avec le président Sarkozy se sont déroulés en français ».

En somme, une sorte de « veille francophone » en faveur de laquelle Abdou Diouf, secrétaire général de l'OIF, travaille afin de la rendre permanente, a précisé Jean-Pierre Raffarin, pour qui ce qui était une initiative « un peu personnelle » allait devenir une initiative de l'OIF.

Pour ce qui est du glissement notable de l'organisation francophone du tout

culturel et linguistique vers une touche de politique, notamment en ce qui concerne les questions des droits de l'homme, de la démocratisation, de certaines réformes structurelles jugées indispensables depuis les sommets de la francophonie de Québec, puis de Montreux, l'ancien Premier ministre a fait valoir que l'engagement de l'OIF sur certaines valeurs politiques « faisait partie de la ligne directrice de l'action de l'organisation, qui repose sur deux piliers : d'une part l'enseignement du français, la langue française en partage, véhicule très important de nos cultures, la coopération avec l'Unesco et les pays qui le souhaitent, et d'autre part le fait que cette langue porte des valeurs, des messages, une histoire et une compréhension du monde ».

Pour Jean-Pierre Raffarin,

l'organisation francophone a le devoir de dire ce qu'elle pense quand le monde cherche des nouvelles formes de régulation. Il a cité en exemple l'importante étape de Québec en 2008, en pleine crise financière, « où pour la première fois une organisation multilatérale a fait appel à ce qui allait devenir le G-20, en proposant une vision francophone de la gouvernance mondiale ». À ses yeux, l'OIF est à la fois ce lieu culturel de coopération et de fraternité, mais c'est aussi un lieu stratégique, une organisation multilatérale.

« Nous souhaitons vraiment que tous les partenaires qui prennent position autour de la table de l'OIF puissent tenir ces mêmes positions quand ils sont à l'Assemblée générale de l'ONU ou aux réunions du G-20 », a-t-il conclu.

« Le Liban devrait devenir le pôle de stabilité dont la région a besoin »

Le représentant personnel pour la francophonie du chef de l'État français, l'ancien Premier ministre Jean-Pierre Raffarin, a effectué hier une tournée auprès de plusieurs responsables politiques, dont le chef de l'État, Michel Sleiman, le président du Parlement, Nabih Berry, le Premier ministre désigné, Nagib Mikati, ainsi que Mohammad Chatah, conseiller du Premier ministre sortant Saad Hariri pour la politique étrangère. Avec le président Sleiman, le responsable français a évoqué les relations bilatérales et

les moyens de les consolider dans tous les domaines. M. Raffarin a remis à M. Sleiman une lettre de soutien de la part du chef de l'État français, Nicolas Sarkozy. À l'issue de son entretien avec M. Chatah, M. Raffarin a déclaré : « Je voulais souligner combien la France s'affirme comme amie du Liban et elle est très attachée à l'unité, à la stabilité et à la souveraineté du Liban, a-t-il déclaré. C'est pour cela que la France souhaite que tous ceux qui sont en charge de donner au Liban un gouver-

nement puissent atteindre leur objectif et que cette convivialité dont le monde entier a besoin, qui sait reconnaître les différences, mais qui sait aussi dégager une unité, puisse s'affirmer aujourd'hui dans la bonne volonté », a-t-il dit. Et de conclure : « Il est clair qu'il y a dans la région de grands facteurs d'instabilité et il est très important que nous puissions nous rassembler autour du Liban pour qu'il soit ce pôle de croissance, ce pôle de stabilité dont la région a besoin. »